

La question de l'immigration n'en finit pas de susciter des controverses passionnées, où les points de vue nuancés ont depuis longtemps cédé la place aux slogans. Il est urgent de poser le problème en interrogeant les fondamentaux de la vie en société et la longue désagrégation sociale et sociétale de notre Europe. Alain de Benoist nous propose ici plusieurs points de départ pour reprendre à nouveaux frais la question migratoire, avant que la France ne devienne une sorte de terrain vague ouvert à toutes les formes de camping sauvage au nom de la libre circulation des personnes et des biens. » Propos recueillis par l'abbé **Guillaume de Tanoüarn**

Alain de Benoist :

Éléments pour une doctrine française de l'immigration

Peut-on encore parler de l'immigration de façon raisonnable ? Sur ce sujet, quelle est votre position ?

Faisons déjà un état des lieux. Depuis plus d'un demi-siècle, la plupart des pays d'Europe occidentale subissent une immigration massive mal contrôlée, voire pas contrôlée du tout. Au fil du temps, et avec l'instauration du regroupement familial, ces arrivées ont pris la forme d'une immigration de peuplement : en 2020, près d'un tiers des enfants nés en France avaient au moins un parent d'origine extra-européenne. En l'espace de quelques décennies, la France est ainsi devenue une société non pas tant multiculturelle que multiraciale.

Paradoxalement, l'immigration rassemble aujourd'hui plus encore qu'elle ne divise. Toutes les enquêtes d'opinion dont on dispose montrent en effet qu'entre les deux tiers et les trois quarts des Français sont hostiles à l'immigration. Non par racisme (la société française est beaucoup moins raciste qu'il y a trente ou quarante ans), mais du fait des pathologies sociales associées au phénomène migratoire, notamment la délinquance et l'insécurité (la grande majorité des immigrés ne sont pas des délinquants, mais la grande majorité des délinquants sont issus de l'immigration), et parce que le « seuil de tolérance » a depuis longtemps été franchi. Cela signifie que de plus en plus de Français se sentent devenir eux-mêmes étrangers dans leur propre pays, parce qu'ils voient disparaître les modes de sociabilité qui étaient les leurs et qu'ils ne parviennent plus à se reconnaître dans la plupart des gens qu'ils côtoient.

Bien conscients de cette évolution, rares sont désormais les partis politiques qui souhaitent toujours plus d'immigration. Il y a cependant au moins trois milieux qui y sont favorables : d'abord la majorité des libéraux, qui pratiquent la religion du libre-échange et militent traditionnellement pour la libre circulation des personnes et des biens, et donc pour la suppression des frontières. Le libéralisme n'envisageant les collectivités que comme des regroupements d'individus, l'immigration ne se définit à ses yeux que comme l'entrée sur un territoire donné d'un certain nombre d'individus qui

choisissent de rejoindre d'autres individus. C'est ce qui permet aux libéraux d'affirmer que toutes les immigrations sont les mêmes, celles des populations sub-sahariennes comme celles des Italiens ou des Polonais. Le patronat, qui sait bien que l'immigration a toujours été « l'armée de réserve du capital », appuie cette position : l'immigration à ses yeux se traduit par une simple augmentation du nombre des consommateurs et par l'arrivée d'une force de travail peu revendicative, ce qui favorise une pression à la baisse sur les salaires.

Le deuxième milieu pro-immigration est celui des « humanitaires », qui pensent qu'il n'y a pas de problèmes que la « générosité » et l'amour désincarné ne puissent résoudre. Aspirant à la « communion universelle » capable de « surmonter toutes les barrières historiques et culturelles » dont parle l'encyclique *Fratelli tutti*, leurs armes favorites sont l'intimidation morale, l'appel à la repentance, la définition de l'accueil sans conditions comme devoir sacré, la victimologie compassionnelle et lacrymale – ce qui leur permet d'affirmer qu'ils incarnent l'empire du Bien. Il y a enfin une minorité plus radicale, qui en tient pour une conception « rédemptrice » de l'immigration, censée apporter un « sang neuf » à une société qui aurait besoin de plus de « diversité », c'est-à-dire plus de métissage, et qui compte sur les immigrés pour subvertir et régénérer une France historique qui lui fait horreur.

Le point commun de tous ces milieux est une adhésion inconditionnelle à l'idée d'une société « ouverte » (ou « inclusive »), dont l'objectif final est de remplacer un monde diversifié formé de peuples et de cultures relativement homogènes en un monde homogène formé de sociétés radicalement « créolisées ».

Ma position est simple : comme la majorité des Français, je suis résolument hostile à l'immigration. À l'immigration, mais pas aux immigrés. À leur endroit, je n'ai aucune inimitié de principe, pas plus que je n'en ai pour leurs cultures d'origine ou pour les pays d'où ils proviennent. Je ne les tiens pas pour interchangeables, et je ne suis pas de ceux qui se réjouissent de voir un certain nombre

d'entre eux se noyer en Méditerranée. Pierre Manent me disait récemment qu'il ne croyait ni à la laïcité, ni à l'assimilation, ni à la remigration. C'est aussi ma position.

Stephen Smith, à propos de l'abondance du flux migratoire en provenance de l'Afrique sub-saharienne, a pu parler, sans être démenti par personne, de « ruée vers l'Europe ». Est-ce la misère qui explique et qui justifierait l'immigration ? Quels sont dans les pays d'origine, ceux qui peuvent partir vers l'Europe ?

Au départ, la motivation est purement économique : il s'agit de trouver en Occident un travail mieux payé, fût-ce au prix d'une prise de risque vital. S'y ajoute l'illusion persistante, mais entretenue par la télévision, que l'Occident est un Eldorado. Sur place, bien sûr, on déchantait – mais on reste. Cependant, de plus en plus d'immigrés invoquent aujourd'hui un motif familial plutôt qu'un motif de travail. Contrairement à une idée reçue, ce ne sont pas les plus pauvres qui émigrent, mais plutôt des hommes appartenant à la fraction inférieure de la petite-bourgeoisie, souvent éduqués et parfois diplômés. Outre les dangers du parcours, qu'on aurait tort de négliger, la « ruée vers l'Europe » coûte cher (plusieurs milliers d'euros pour satisfaire aux seules exigences des passeurs). Il n'est pas rare que tout un village se cotise pour aider les candidats au départ. C'est une sorte d'investissement.

Que faut-il penser de ceux qui invoquent l'« État de droit » ou la Déclaration des droits de l'homme pour défendre une immigration sans limite ?

D'abord qu'il y a une certaine ironie à vouloir soutenir au nom des droits de l'homme des populations dont on nous dit par ailleurs qu'elles violent quotidiennement ces mêmes droits. Cela dit, on peut s'étonner de voir tant d'hommes « de droite » reprendre à leur compte sans état d'âme ces critiques directement héritées des Lumières, visant des mœurs « archaïques » ou « moyenâgeuses » qui sont exactement celles que l'on adressait autrefois aux sociétés traditionnelles et au catholicisme.

Mais il y a aussi là un vrai problème de fond. Quand Michèle Tribalat dit qu'« on est passé d'une immigration de travail à une immigration fondée sur des droits », elle fait une observation qui va loin, bien que beaucoup ne s'en rendent pas compte. Autrefois, on cherchait à s'installer dans un autre pays pour toutes sortes de raisons. On déposait des demandes, on espérait être accepté, mais on ne faisait pas de l'immigration un « droit ». On ne disait pas : « *Je veux rentrer chez vous parce que j'en ai bien le droit* ». Ce glissement est lui aussi d'origine libérale : s'il n'y a que des individus et des « territoires », interchangeable les uns comme les autres, la libre circulation des personnes implique que n'importe qui peut s'installer où il veut.

On touche par ailleurs ici à un autre aspect essentiel de la question. Beaucoup de gens s'imaginent qu'il suffirait, pour régler le problème des flux migratoires, de faire preuve de plus de volonté. C'est oublier que les politiques ont les mains liées par les juges, et qu'en dernière instance ce sont eux qui décident, et donc qui dirigent. Là encore, le libéralisme est fautif puisqu'il n'a jamais cessé de vouloir soumettre les souverainetés nationales et populaires à la « sur-souveraineté » des instances juridiques. C'est une décision de la Cour de justice de l'Union européenne, par exemple, qui a fait que le séjour irrégulier n'est plus un délit. De même est-ce le conseil d'État qui, en décembre 1978, a consacré le droit au regroupement familial que les pouvoirs publics voulaient limiter. Il ne fait pas de doute, pour prendre deux exemples simples, que si l'on décidait l'abolition du

droit du sol ou que l'on décidait de ne plus admettre aucune demande d'asile sur le territoire français (les demandes devant obligatoirement être faites auprès des consulats dans les pays d'origine), les juges y mettraient pareillement leur veto.

M. Dupond-Moretti a expliqué naguère à la télévision, qu'il était pour l'immigration parce que grâce à elle il pouvait employer une femme de ménage à un prix abordable et trouver facilement un taxi. De quoi, selon vous, ce genre d'argumentation est-elle le symptôme ?

D'une forme typiquement postmoderne de néocolonialisme. Hier, on avait des « boys », aujourd'hui on a des livreurs de pizzas et des nounous à domicile. L'évolution des centres-villes en témoigne : à terme, on n'y trouvera plus que des bobos et des domestiques issus de l'immigration, convenablement exploités en toute bonne conscience au nom des lois du marché.

C'est aussi une forme évidente de racisme de classe. Dans la France périphérique, les choses ne se passent pas comme ça. Les classes populaires, qui représentent près d'un Français sur deux, sont les plus hostiles à l'immigration parce que, contrairement aux habitants des beaux quartiers, ce sont elles qui en subissent de plein fouet les conséquences. Les classes populaires stigmatisées, les classes moyennes désaffiliées vivent aujourd'hui une triple insécurité : culturelle, politique et sociale. La sociabilité à la française est souvent leur seule référence culturelle, mais elles ont aussi besoin d'un État social et protecteur. C'est la raison pour laquelle le social et le culturel sont strictement indissociables pour les Français dans leur hiérarchie d'attentes. Eric Zemmour a dissocié le culturel et le social. C'est pour cela qu'il a perdu son pari, qui visait à réactiver le clivage gauche-droite, en laissant le social à la gauche.

Que pensez-vous de ceux qui entendent utiliser cette ruée démographique en défendant une immigration choisie (par les pays d'accueil) plutôt qu'une immigration sans contrôle ? Y a-t-il une autre solution que l'immigration choisie pour mettre fin au chaos migratoire que représentent les 500 000 migrants légaux et illégaux qui s'installent en France chaque année ?

Une immigration choisie est sans doute préférable à une immigration totalement incontrôlée. Mais choisie selon quels critères ? Il n'est que trop évident que ce seront des critères économiques, puisqu'aux yeux de la classe dominante l'immigration est avant tout un problème économique, et plus encore un problème « technique », étant donné que pour les libéraux les problèmes politiques ne sont en dernière analyse que des problèmes techniques. En termes clairs, on choisira les immigrés dont l'apport permettra de maximiser les profits du capitalisme libéral. Et du même coup, en écrémant les « meilleurs », c'est-à-dire les plus performants, on privera les pays d'origine d'un certain nombre d'élites dont ils auraient le plus grand besoin.

Pensez-vous que l'on puisse maîtriser le phénomène migratoire par une loi immigration, c'est-à-dire par un certain nombre de mesures issues de la technocratie étatique ?

Permettez-moi de vous rappeler que des « lois immigration », il y en a eu en moyenne une tous les deux ans depuis plus d'un demi-siècle, sans que le problème soit réglé pour autant. Cela montre que les pouvoirs publics ont toujours agi au coup par coup, en fonction des conjonctures économiques et des échéances électorales, en se bornant à répéter des pieux souhaits et des mantras. La vérité, comme le notait récemment le sociologue Smaïn Laacher, c'est qu'il



» n'y a jamais eu de doctrine française en matière d'immigration, doctrine dont on aurait pu déduire des principes et des règles d'action.

Le problème, c'est que la mise au point d'une telle doctrine exigerait une véritable transformation des esprits. Pas de doctrine migratoire en l'absence d'une claire idée de ce qu'est un peuple (et non un agrégat d'individus), de ce qu'est un pays (et non un « territoire »), de ce qu'est une culture, une civilisation, une sociabilité spécifique, des valeurs partagées, *etc.* On en est plus loin que jamais.

L'Europe nous donne à voir un christianisme décomposé après une longue période de prospérité, en particulier missionnaire, et un islam recomposé après une longue léthargie. Quelle est la place du fait religieux dans le caractère anxigène des flux migratoires aujourd'hui ?

Une place indéniable, mais qui n'est pas exempte de fantasmes. Qu'un grand nombre d'immigrés soient de religion musulmane complique évidemment les choses, surtout à un moment où l'on assiste au réveil d'un islamisme agressif dont l'actualité nous fournit des exemples quotidiens. Beaucoup interprètent cet islamisme comme synonyme de l'islam, ce qui reste à démontrer, et y voient un phénomène fondamentalement religieux, alors qu'à mon avis il s'agit d'un phénomène politique sous couvert d'habillage religieux. Vous êtes probablement de ceux qui estiment que le problème de l'immigration se réglerait beaucoup plus facilement si les nouveaux venus étaient catholiques, et non pas musulmans. Il y a du vrai dans cette opinion, mais il ne faut pas non plus la surestimer. Les États-Unis connaissent un problème d'immigration d'une ampleur redoutable, et pourtant la grande majorité de leurs immigrés sont des catholiques latinos. Tout centrer sur la religion revient à dire qu'un chrétien préférera toujours voir s'installer en France un Malien ca-

tholique plutôt qu'un athée norvégien, et qu'un païen préférera toujours voir s'y installer un animiste congolais plutôt qu'un catholique polonais ! On voit bien que ce genre de considérations ne mène pas bien loin. Il montre seulement que le problème de l'immigration ne peut pas se réduire exclusivement à des questions de croyance ou de religion.

Vous qui avez beaucoup réfléchi sur le problème de l'identité et qui republiez ces jours-ci votre ouvrage « Nous et les autres » aux éditions du Rocher, pensez-vous que dans cette crise migratoire l'Europe ait des valeurs à défendre ? Quelles sont-elles ? Comment pouvons-nous à nouveau dire « nous » et sur quels critères désignons-nous « les autres » ?

Pour répondre à cette question, il faudrait déjà s'étendre sur le périmètre de la « nostrité ». Qui est ce « nous » dont vous parlez ? Les catholiques ? les Français ? Les Européens ? Les Occidentaux ? L'Europe a certainement des valeurs à défendre, mais surtout une histoire et une personnalité à faire aimer. Malheureusement, le débat sur l'immigration s'enferme aujourd'hui dans une confrontation entre assimilation et intégration, universalisme et « communautarisme », qui n'est qu'une impasse. Le « communautarisme » que l'on pourfend au nom des « valeurs de la République » n'est qu'une caricature d'esprit communautarien, une manière inavouée de faire sécession pour mettre en place une contre-société. Les communautés véritables ne posent pas ce genre de problèmes, à commencer par la communauté juive, les communautés asiatiques, arméniennes, tamoules, *etc.*, qui ont très bien su concilier particularismes et acceptation d'une nécessaire loi commune.

Mon livre sur l'identité aborde ce vaste sujet sous toutes ses dimensions. Il montre que l'identité n'est jamais un sujet simple et que, sur la question de l'immigration, l'affirmation identitaire des nouveaux venus contraste singulièrement avec l'appauvrissement du sentiment d'identité en Europe. On dit souvent que les immigrés détestent la France. C'est en effet parfois le cas (pas toujours !). Mais l'idéologie dominante n'a-t-elle pas sa part de responsabilité dans cette détestation ? Écoutons plutôt Christophe Guilluy : « *Quand on débarque de l'autre bout du monde, et qu'on nous dit que notre voisin est raciste, à moitié débile, à fond dans la consommation, son objectif de vie étant de bouffer et de regarder la télé, on ne va pas épouser ses valeurs !* » ♦

PHOTO Les phénomènes migratoires que le capitalisme a sciemment développés dans une sorte d'actualisation du commerce triangulaire des esclaves du XVIII^e siècle cache un drame humain planétaire de déracinement généralisé. En bout de cette chaîne de l'esclavage pour assurer le confort des Occidentaux, comme le vit parfaitement M^e Dupont Moretti, des millions d'humains à qui on enjoint de "s'intégrer". Mais s'intégrer à quoi ? Ici tableau de l'artiste Jflaxman dénonçant la vie horizontale de l'homme Occidental, nouvel Adam en surpoids baignant dans un tas d'immondices, recevant de Ronald MacDonald sa portion de frites irradiées.